

[print](#)

Ukraine : la filière canadienne

De [Ahmed Bensaada](#)

Global Research, avril 06, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/ukraine-la-filiere-canadienne/5376838>

Pendant toute la période d'effervescence « révolutionnaire » qui s'est emparée de la capitale ukrainienne fin 2013, début 2014, John Baird, le ministre actuel des Affaires étrangères du Canada, a fait preuve d'une hyperactivité pro-ukrainienne qui n'est pas passée inaperçue. Ses déclarations « d'amour » en faveur des révoltés de l'Euromaïdan et ses salves verbales, tonitruantes et belliqueuses, contre le président Poutine et la Russie ont de quoi laisser perplexe. D'autant plus que la contestation ukrainienne était orchestrée par des groupes paramilitaires violents, aux forts relents néonazis, affiliés à l'extrême-droite ultranationaliste.

Mais pourquoi diable un pays comme le Canada, patrie des « Casques bleus », nation perçue comme « semeuse » de paix dans le monde, prend-il le parti d'un mouvement putschiste extrémiste tout en se mettant à dos la Russie qui siège avec lui au G8?

Une partie de la réponse est donnée par Baird lui-même dans une récente entrevue dans laquelle il explique la stratégie de son gouvernement : « *Je pense que trop souvent, certaines personnes ont une vue que le Canada est en quelque sorte un arbitre dans le monde [...]. Non, nous avons des intérêts. Nous faisons la promotion des valeurs canadiennes et ça, c'est extrêmement important* » [1].

Les lignes générales énoncées dans cette déclaration traduisent clairement la volonté du gouvernement canadien de rompre avec une certaine image d'un Canada « neutre » et « promouvant la paix dans le monde ». À la place, deux idées majeures sont mises de l'avant : tout d'abord, les intérêts du Canada et ensuite la promotion de ses valeurs.

Cette déclaration à au moins le mérite d'être claire et non ambiguë, en parfaite adéquation avec les actions menées sur le terrain diplomatique qui montrent un trait de caractère particulier de la « diplomatie » canadienne.

Baird au Maïdan

À l'occasion des dramatiques événements ukrainiens, de nombreuses personnalités politiques occidentales sont venues effectuer leur « pèlerinage » et offrir, à qui mieux mieux, leur soutien aux contestataires de la place Maïdan. John Baird fut l'un d'eux. Mais contrairement aux autres, il y est allé à deux reprises. Tout d'abord, le 5 décembre 2013 pour leur dire, en ukrainien, qu'il était « fier » d'eux [2] et, ensuite, le 28 février 2014, pour y rencontrer les nouveaux dirigeants de l'Ukraine « désignés » par le « peuple » du Maïdan dont certains sont des membres notoirement connus de partis d'extrême-droite, ouvertement xénophobes [3]. Entre les deux événements, un coup d'état avait emporté le gouvernement démocratiquement élu de Viktor Ianoukovitch [4].

Dans le numéro de janvier-février 2014 du « Policy Magazine » (dont la Une affiche le portrait souriant de Baird), l'éditorialiste L. Ian MacDonald commente ainsi le premier voyage du chef de la diplomatie canadienne à Kiev: « *Alors que d'autres pays tels que les États-Unis, la France et l'Allemagne sont restées à l'écart, Baird est allé à la place Maïdan à Kiev et a publiquement pris parti pour les manifestants* » [5]. Et Baird d'en rajouter : « *C'était presque comme être dans une révolution* » [6].



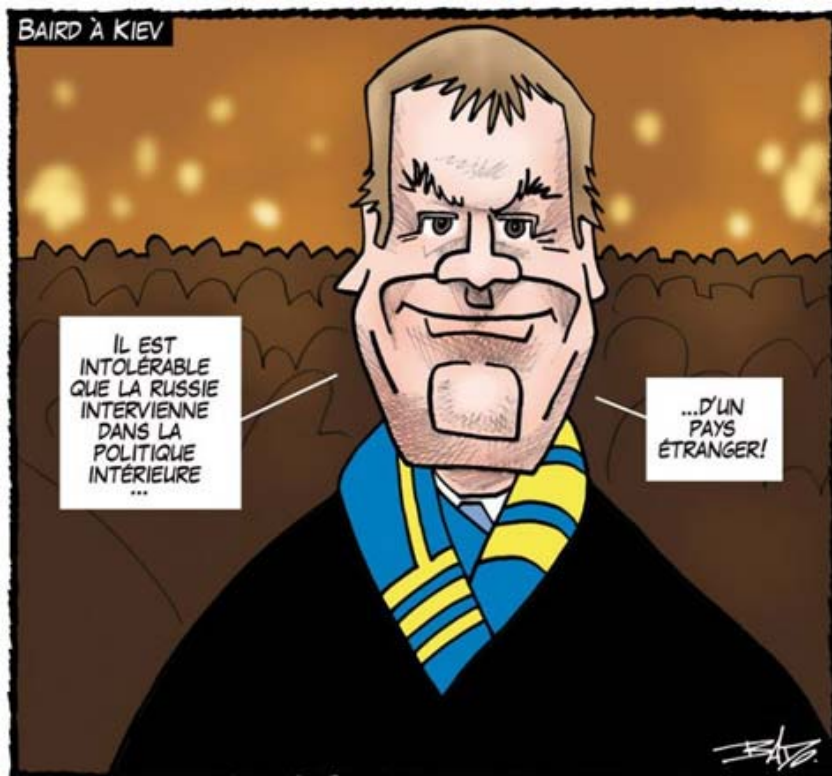
La “Une” de la revue « Policy Magazine » (Janvier-février 2014)
Cliquez sur la photo pour lire la revue

Abondant dans le même sujet, Yaroslav Baran, un ancien conseiller en communications du Premier ministre canadien actuel Stephen Harper, écrit: « *John Baird a pris la décision audacieuse d’aller lui-même à Kiev. Parce que le Canada peut faire pour l’Ukraine ce qu’aucun autre pays ne peut faire. Et le Canada a toujours eu un intérêt [pour l’Ukraine] qu’aucun autre pays n’a eu* » [7].

C’est comme si le Canada, en quête de leadership international dans certains dossiers (et, bien sûr, en conformité avec ses intérêts et la promotion de ses valeurs), voulait toujours être le premier à oser ou à s’imposer comme celui qui en fait le plus. Le cas de l’Ukraine en est un exemple d’école.



Baird sur la place Maïdan (5 décembre 2013)



L'indépendance de l'Ukraine

Il faut dire que l'intérêt que porte le Canada à l'Ukraine ne date pas de ces derniers mois, bien au contraire. Déjà, à l'époque de la dissolution de l'URSS, cette volonté d'être le « premier » pour l'Ukraine n'était pas qu'un concours de circonstances. Nous allons le voir dans ce qui suit.

Le 25 août 1991, Yuri Shymko et Wasyl Veryha, respectivement président et secrétaire général du « Congrès mondial des Ukrainiens libres », envoyèrent une lettre au président américain Bush père lui demandant « *de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine proclamée par son gouvernement légitime le 24 Août 1991* ». Le lendemain, soit le 26 août 1991, ils expédièrent une lettre analogue à Brian Mulroney, premier ministre canadien de l'époque, en lui suggérant que le temps et le lieu approprié pour cette annonce serait « *à Edmonton, ce week-end, lors de l'ouverture des festivités marquant le centenaire de l'établissement des Ukrainiens au Canada qui sont amenées à devenir une célébration exubérante de l'indépendance tant attendue de l'Ukraine* ». Et d'ajouter : « *Comme chef de file respecté dans la communauté internationale vous ne devez pas hésiter à saisir ce moment historique. Il n'arrive qu'une seule fois* » [8].

Ce même jour, Bush recevait Mulroney à Kennebunkport, dans le Maine. Lors d'une longue conférence de presse conjointe, ils furent tous deux questionnés sur la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine. Le président des États-Unis répondit par un vague « *Nous devons attendre et voir* » alors que le Premier ministre canadien fit savoir que « *nous allons respecter la volonté librement exprimée du peuple de l'Ukraine* » [9].

On raconte que Bush, manifestant son inquiétude, avait essayé de convaincre Mulroney de ne pas reconnaître aussi rapidement l'Ukraine car, d'après lui, cela serait « *trop perturbant* ». Ce à quoi le premier ministre canadien lui répondit « *Sorry, George, but I'm going to do it* » (Désolé, George, mais je vais le faire) [10].

Chose promise, chose due. Le 2 décembre 1991, le Canada devenait le premier pays occidental à reconnaître l'Ukraine [11]. Les États-Unis ne reconnurent l'indépendance de ce pays (ainsi que l'ensemble des autres républiques soviétiques séparatistes) que le 25 décembre 1991, le jour même de la démission de Mikhaïl Gorbatchev, dernier dirigeant de l'URSS [12].

Pour ce « haut fait d'armes », Mulroney reçut, en 2007, l'Ordre du roi Iaroslav le Sage, la plus haute distinction du gouvernement ukrainien. Présent à cette cérémonie, Harper prononça un discours dans lequel il félicita le lauréat tout en mentionnant qu'« *aucun autre pays occidental n'a de liens aussi étroits avec l'Ukraine que le Canada* ». Il conclut son intervention en précisant que son « *nouveau gouvernement continuera de soutenir le droit de l'Ukraine de déterminer sa*

propre destinée, sans l'ingérence de la part d'intérêts extérieurs, car les Ukrainiens, comme tous les peuples, ont droit à la liberté, à la démocratie, aux droits de la personne et à la primauté du droit » [13].



Brian Mulroney et Stephen Harper lors de la cérémonie de remise de la distinction ukrainienne (2007)

À ce stade, il est important de noter qu'entre la reconnaissance de l'Ukraine en 1991 et la remise de la distinction à Mulroney en 2007, un événement majeur s'est produit en Ukraine : la « révolution » orange. C'est ce qui explique probablement pourquoi la décoration de Mulroney lui fut octroyée (16 ans plus tard) par le président Viktor Iouchtchenko, « héros » de cette « révolution », et non par ses prédécesseurs. Mais contrairement à la fallacieuse déclaration de Harper concernant « l'ingérence étrangère », le Canada a eu un rôle décisif dans tous les « soubresauts » politiques de l'Ukraine post-soviétique.

La face canadienne de la « révolution » orange

Comme expliqué dans un article précédent [14], la « révolution » orange est une révolte populaire qui a touché la rue ukrainienne en 2004. Menée par un mouvement nommé « Pora » (« C'est l'heure », en ukrainien), elle fait partie d'un ensemble de révoltes baptisées « révolutions colorées », qui se sont déroulées dans les pays de l'Est et les ex-Républiques soviétiques durant les années 2000.

La contestation populaire menée par les jeunes activistes ukrainiens de la vague orange a réussi à annuler le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2004. Le scrutin qui opposait le candidat pro-russe Viktor Ianoukovitch au candidat pro-occidental Viktor Iouchtchenko avait été remporté par le premier. Un troisième tour, imposé par les manifestations, vit la victoire de Iouchtchenko, au grand bonheur du camp pro-occidental.

Malgré leurs apparences spontanées, il est de notoriété publique que toutes ces « révolutions », et en particulier celle de couleur orange, ont été planifiées et financées par des organismes gouvernementaux américains d'« exportation » de la démocratie comme l'United States Agency for International Development (USAID), la National Endowment for Democracy (NED), l'International Republican Institute (IRI), le National Democratic Institute for International Affairs (NDI), la Freedom House (FH) ainsi que l'Open Society Institute (OSI) de George Soros, l'illustre milliardaire et spéculateur financier américain [15].



Manifestants du mouvement "Pora" (2004)

Mais contrairement à l'implication des États-Unis dans la « révolution » orange qui est bien documentée, celle du Canada reste assez méconnue.

Dans une remarquable investigation publiée en 2007 sous le titre explicite « *Agent orange: notre rôle secret en Ukraine* », le journaliste canadien Mark MacKinnon explique, avec moult détails, le rôle du Canada dans cette « révolution » [16].

Tout d'abord, il y a Andrew Robinson, l'ex-ambassadeur canadien en Ukraine, en poste à l'époque des événements.



Andrew Robinson, ex-ambassadeur canadien en Ukraine

À partir de janvier 2004, soit quelques mois à peine après le succès de la « révolution » des Roses en Géorgie (une autre « révolution » colorée), Robinson reconnaît avoir mensuellement organisé et présidé des réunions secrètes regroupant les ambassadeurs de 28 pays occidentaux qui désiraient l'arrivée au pouvoir de louchtchenko.

Dès le printemps 2004, il se mit en contact avec les activistes du mouvement Pora et leur offrit 30 000\$ à travers un fonds spécial de l'ambassade canadienne. Confirmant cette aide, Vladislav Kaskiv, un dirigeant de Pora, déclara : « *il [i.e. Robinson] était là ... juste quand le mouvement a commencé* ».



Vladislav Kaskiv

Le diplomate canadien a admis que son ambassade avait dépensé, en tout, 500 000\$ pour « *promouvoir des élections équitables* » en Ukraine et a reconnu son indéniable contribution à la victoire de louchtchenko sur lanoukovitch. Ce qui fit dire à Kaskiv : « *Andrew Robinson est un héros de la révolution* ».

Un autre personnage canadien d'importance dans le dossier de la révolution « orange » est Boris Wrzesnewskyj, député canadien d'origine ukrainienne. Wrzesnewskyj est membre du parti libéral, tout comme le Premier ministre de l'époque, Paul Martin, dont il est considéré comme proche.



Boris Wrzesnewskyj

« *Le Canada a eu beaucoup d'influence par des moyens "soft" qui sont difficiles à quantifier* », a-t-il avoué. « *Dans les coulisses, nous avons joué un rôle très important* ».

Et ce n'est pas peu dire car, en effet, Wrzesnewskyj a joué sur plusieurs tableaux.

De part ses origines et sa relation privilégiées avec le Premier ministre canadien, il a été un intermédiaire important entre Martin et louchtchenko. Comme observateur (envoyé par le Canada) lors du second tour des élections présidentielles ukrainiennes de 2004, il a fait les manchettes en dénonçant et condamnant les irrégularités du vote.

L'article de MacKinnon relate aussi la relation « douteuse » entre Wrzesnewskyj et Yaroslav Davydovych, le chef de la Commission centrale des élections de l'Ukraine. C'est Davydovych qui refusa d'approuver l'élection de Ianoukovitch au second tour du scrutin. Histoire d'assurer ses arrières, Wrzesnewskyj lui avait promis (ainsi qu'à sa famille) un sauf-conduit pour le Canada en cas de « complications post-électorales » et ce, en accord avec Karl Littler, l'adjoint au chef de cabinet de Paul Martin.

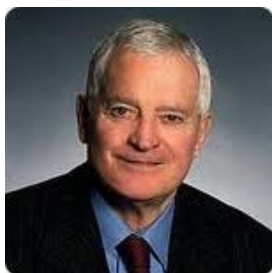


Yaroslav Davydovych

Wrzesnewskyj s'est aussi investi pécuniairement dans la réussite de la « révolution » orange. Il a financé des missions d'observations électorales à hauteur de 250 000\$ de sa fortune et a mis à disposition des activistes de Pora son propre appartement dans le centre de Kiev.

Pour surveiller le bon déroulement du 3^e tour des élections présidentielles ukrainiennes, 12 000 observateurs internationaux ont été déployés à travers l'Ukraine, provenant, entre autres, du Canada, des États-Unis, d'Israël, d'Allemagne et de Pologne

Sous l'impulsion de Wrzesnewskyj, le gouvernement canadien envoya la plus importante des délégations, composée de 500 observateurs et présidée par l'ancien Premier Ministre John N. Turner.



John N. Turner

En plus de cette importante contribution, le Congrès des Ukrainiens-Canadiens (UCC) a pris en charge l'envoi de 300 observateurs auxquels s'ajoutent près de 200 observateurs canadiens expatriés en Ukraine. En tout, le Canada a fourni près de mille observateurs dans cette mission de surveillance [17].

À propos du rôle des observateurs canadiens, MacKinnon donne une information très importante : « *Même avant qu'ils ne débarquent, ils ont clairement indiqué que leur objectif n'était pas seulement de surveiller une élection, mais d'empêcher Ianoukovitch d'atteindre la présidence* ».

De retour au Canada après la victoire du camp orange en Ukraine, un rapport détaillé de la mission fut élaboré [18]. Dans la lettre de présentation rédigée par John N. Turner et adressée à

Paul Martin, on peut lire : « *Ce fut un effort d'équipe et la délégation canadienne a effectué son travail selon les normes professionnelles les plus élevées. Notre mission était d'observer l'élection afin de s'assurer qu'elle respecte les principes de la démocratie — rien de plus* ».

Le « *rien de plus* » sciemment ajouté après le tiret cadratin est étonnant. Pourquoi Turner a-t-il jugé nécessaire d'ajouter cette expression? À quoi le « plus » correspond-il? Ou a-t-il été ajouté pour dénier tout autre rôle susceptible de jeter du discrédit sur la mission?

Le rapport mentionne aussi l'étroite collaboration de la mission canadienne avec les organismes américains d'exportation de la démocratie comme l'IRI et le NDI, ceux-là même qui ont lourdement appuyé la « révolution » orange. Rappelons que ces deux organisations sont respectivement associées aux partis républicain et démocrate américains. D'autre part, l'IRI est dirigé par le célèbre sénateur John McCain alors que le NDI est présidé par [Madeleine K. Albright](#), l'ancienne secrétaire d'État américaine.

Cette collaboration entre le gouvernement canadien et ces organismes américains n'est ni fortuite ni occasionnelle. Bien au contraire, leur coopération est bien rodée comme on peut le constater dans l'exemple suivant.

Du 10 au 16 décembre 2013, une délégation composée de représentants de plusieurs partis politiques algériens ont participé à une mission au Canada. Les participants ont été accueillis aux sièges de la Chambre des communes, de la bibliothèque parlementaire, du Sénat et de plusieurs formations politiques. Durant leur séjour, ils ont eu des rencontres avec les dirigeants des principaux partis canadiens. Le hic? L'organisation, le transport, l'hébergement, la nourriture et même l'argent de poche ont été fournis par le NDI [19].

Une dernière petite précision : Ruslana, la sœur de Boris Wrzesnewskyj est très proche de Katerina Chumachenko, l'épouse du « héros » de la révolution orange et vainqueur du 3^e tour des élections présidentielles, Viktor Iouchtchenko [20].

Née aux États-Unis, Katerina est citoyenne américaine. Elle occupa différents postes dans le gouvernement américain, en particulier celui de directrice adjointe du Bureau de liaison avec le public à la Maison Blanche, sous l'administration Reagan [21]. Elle n'obtint sa citoyenneté ukrainienne qu'en 2005, lorsqu'elle devint Première dame d'Ukraine [22].



Katerina et Viktor Iouchtchenko

C'est Adrienne Clarkson, l'ex Gouverneure générale du Canada qui représenta le Canada à l'investiture du président Iouchtchenko en 2005. Arborant un foulard orange lors de la

cérémonie, elle était assise côté de la Première dame, Katerina louchtchenko. Pendant le repas d'honneur, le président fraîchement élu lui dit : « *vous sous-estimez probablement à quel point il est important que le Canada soit représenté ici* ». Elle reconnut avoir été très émue par ces paroles [23].



Adrienne Clarkson, ex-Gouverneure générale du Canada

Épilogue : Vladislav Kaskiv, l'activiste de Pora, a été nommé conseiller spécial du président louchtchenko. Yaroslav Davydovych a été accueilli en 2009 comme un héros de la « révolution » orange par les parlementaires du parti libéral canadien. Boris Wrzesnewskyj, quant à lui, est devenu conseiller spécial du chef libéral chargé des « démocraties émergentes » [24].

Tout ça pour ça. La présidence de Viktor louchtchenko a été marquée par une division du mouvement orange et un gouvernement « *tout aussi incompetent et truffé de copinage comme ses prédécesseurs corrompus et vénaux, si ce n'est plus* » [25].

Le président « orange » s'est même illustré pour avoir décoré à titre posthume Stepan Bandera, le nationaliste ukrainien et collaborateur des nazis si vénéré par les militants de l'extrême-droite radicale et fasciste de l'Euromaïdan [26]. louchtchenko n'a même pas été épargné par la presse canadienne. En effet, dans un article datant de 2010 (quelques mois après l'élection présidentielle), Doug Saunders du quotidien torontois « The Globe and Mail » écrit : « *Le Canada, dans un geste inhabituel, a financé les organisations de jeunesse qui ont soutenu louchtchenko et a fourni une assistance diplomatique au mouvement. Cela aussi a été anéanti lorsque le régime de M. louchtchenko est devenu corrompu, anti-réformiste et plein de divisions dans l'année même de sa victoire. En plus, les investissements canadiens ont disparu, y compris des dizaines de millions versés dans un projet visant à contenir les tas de ruines du réacteur nucléaire de Tchernobyl, un projet paralysé par la corruption et le sectarisme* » [27].

Viktor louchtchenko obtint un maigre et décevant 5,45 % au premier tour des élections présidentielles de 2010, loin derrière Viktor Ianoukovitch qui fut démocratiquement élu au second tour. En un seul mandat, la vague orange a été balayée.

L'Euromaïdan et la communauté canado-ukrainienne

L'intérêt démesuré du Canada pour l'Ukraine, un pays situé à des milliers de kilomètres de ses frontières et avec lequel il ne partage ni la langue, ni l'histoire, ni la culture ne peut se comprendre qu'en tenant compte de l'importance de la communauté canado-ukrainienne.

Selon le recensement de 2011, cette communauté compte plus de 1,2 million de personnes, soit pas loin de 4% de la population canadienne [28]. Cette diaspora représente la plus grande population d'origine ukrainienne au monde, derrière celle de l'Ukraine et de la Russie. Les immigrants ukrainiens sont arrivés au Canada par vagues successives dont la première remonte

à aussi loin que 1891.

Selon Nina Bachkatov, journaliste et spécialiste de la Russie, les premières vagues d'immigration furent suivies par « *tous ceux qui ont fui la soviétisation après 1917, mais aussi des collaborateurs national-socialistes partis après la Seconde Guerre mondiale* », ce qui explique, d'après elle, le caractère majoritairement conservateur et anticommuniste de la diaspora ukrainienne en Amérique du Nord [29].

Le sentiment historiquement et généralement antisoviétique de cette communauté s'est transformé en une position clairement antirusse à la lumière des récents événements en Ukraine.

La diaspora canado-ukrainienne possède de nombreuses célébrités dans des domaines aussi variés que les arts, le sport ou la science [30]. En politique, les membres de cette communauté sont présents dans les institutions provinciales et fédérales : Gouverneurs général du Canada, Lieutenant-gouverneurs de la Saskatchewan, Premier ministre de la Saskatchewan, sénateurs, députés, etc. [31].

En 2006, 52 % des Canadiens d'origine ukrainienne vivaient dans les provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba), contre 28 % en Ontario et 16 % en Colombie-Britannique [32].

Dans certaines villes des provinces de l'Ouest canadien, la proportion de Canadiens d'origine ukrainienne est beaucoup plus élevée que la moyenne nationale : 16 % à Winnipeg (Manitoba), 14% à Edmonton (Alberta) et 7% à Calgary (Alberta) [33].

Le poids démographique de cette communauté et sa présence dans les différentes sphères de la société canadienne fait de cette diaspora une des plus influentes dans la politique canadienne, beaucoup plus que tout autre groupe d'Europe de l'Est. Elle représente donc un potentiel électoral non négligeable dans les élections canadiennes.

Dans cet ordre d'idée, Michael Byers, titulaire de la Chaire de recherche canadienne en politique et en droit international à l'Université de la Colombie-Britannique, reconnaît que « *toute grande communauté de la diaspora a une influence sur la politique canadienne, et certainement que 1,2 million de personnes est un facteur qui pèse sur l'esprit de tout leader politique* », tout en signalant que la politique étrangère canadienne ne dépendait pas uniquement de la politique intérieure [34].

Très critique envers la politique étrangère du couple conservateur Harper-Baird, Christopher Westdal, l'ex-ambassadeur canadien en Ukraine (1996-1998) et en Russie (2003-2006) explique que la position aveuglément pro-ukrainienne et très antirusse du gouvernement canadien actuel ne peut être expliquée que par la politique intérieure : « *le Canada est le foyer de près de 1,3 million de Canadiens d'origine ukrainienne et une élection fédérale est prévue en 2015* ». Et d'ajouter : « *Nous avons une politique étrangère axée sur la diaspora. Cela peut fonctionner pour des élections, mais cela ne fait pas grand-chose de bien dans le monde* » [35].

La communauté canadienne d'origine ukrainienne est regroupée dans une multitude d'institutions [36] dont certaines sont très actives dans le champ sociopolitique canado-ukrainien. Le Congrès des Ukrainiens-Canadiens (UCC) est l'une des plus importantes d'entre elles. Créé en 1940, il regroupe actuellement une trentaine d'organisations nationales, provinciales ou locales. Selon leur site, l'UCC « *représente la communauté ukrainienne du Canada devant le peuple et le gouvernement du Canada, fait la promotion des liens avec l'Ukraine et identifie et répond aux besoins de la communauté ukrainienne du Canada pour assurer son existence et son développement continu pour l'amélioration du tissu socioculturel du Canada* » [37]. Pour rappel, c'est l'UCC qui avait organisé l'envoi de quelques centaines d'« observateurs » en Ukraine pour superviser le troisième tour des élections présidentielles de 2004. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Adrienne Clarkson décerna officiellement à ce Congrès un « Certificat de mention élogieuse » (un honneur très rarement octroyé, paraît-il). « *Vos observateurs ont contribué à l'effort international visant à assurer un environnement neutre et non partisan pour que les électeurs ukrainiens bénéficient du confort et de la sécurité nécessaires pour voter librement et ouvertement. Par leur dévouement, leur acharnement au travail et leurs sacrifices, les participants à la mission seront une inspiration pour tous ceux et celles qui luttent pour acquérir leur droit démocratique à des élections libres et justes* » a-t-elle solennellement déclaré [38].



Les membres de [l'UCC](#) (2010)

Aurait-elle eu tant de lyrisme sur la « noble » mission des « observateurs » si elle avait su que, malgré leur neutralité proclamée, beaucoup d'entre eux étaient arrivés à l'aéroport Boryspil de Kiev parés d'orange, la couleur des pro-louchtchenko [39]?

Depuis 2007, l'UCC est présidé par le canado-ukrainien Paul Grod. Ce dernier a eu un rôle important dans la « révolution » orange dans la mesure où c'est lui qui a dirigé la mission d'observation envoyée en 2004 par l'UCC et subséquentement honorée par Mme Clarkson. Dans le dossier « Ukraine » de la diplomatie canadienne, Grod est un joueur majeur. En 2012 et 2013, le magazine Embassy, hebdomadaire de politique étrangère du Canada, l'a classé parmi les 80 personnes les plus influentes de la politique étrangère canadienne [40].

Paul Grod a accompagné Stephen Harper dans son voyage à Kiev le 22 mars dernier. Avant cela, il l'avait rencontré le 11 mars 2014, le 30 janvier 2014 et le 9 novembre 2013. Le président de l'UCC a aussi accompagné John Baird dans ses deux voyages à Kiev dont il a été question précédemment (5 décembre 2013 et 28 février 2014). En plus, il a eu des rencontres avec lui le 31 janvier 2014 et le 27 novembre 2013.

Toutes ces rencontres au plus haut niveau sont la preuve d'une concertation régulière entre le gouvernement canadien et les membres influents de la communauté canado-ukrainiennes, en particulier le président de l'UCC, Paul Grod. Les voyages, quant à eux, montrent une claire convergence de leurs visions dans le dossier ukrainien.

C'est probablement pour cette raison que le nom de Paul Grod figure dans la liste des personnalités canadiennes sanctionnées par le gouvernement russe [41].

La consultation du site de l'UCC montre qu'une rubrique supplémentaire, baptisée « Euromaïdan », a été ajoutée au menu principal. On y trouve des notes d'information quotidiennes qui ne diffèrent guère des communiqués de presse du Ministère des affaires étrangères du Canada ainsi qu'une page fournissant des renseignements bancaires pour « *Soutenir financièrement Euromaïdan* » [42].

Cette volonté de lever des fonds pour l'Euromaïdan est aussi visible sur le site des Services sociaux ukrainiens canadiens (UCSS), une autre organisation canado-ukrainienne. « *Merci pour votre don pour l'Euromaïdan, manifestations pacifiques et démocratiques qui ont lieu à Kiev et dans d'autres centres en Ukraine. Tous les fonds recueillis pour ce projet seront utilisés pour fournir de la nourriture, des médicaments et des vêtements chauds pour les manifestants dans le besoin* » dit un message signé par Bozhena Iwanusiw, la présidente de l'UCSS [43]. Évidemment, aucune information n'est donnée sur les manifestants de l'extrême-droite fasciste et néo-nazie, ni des armes utilisées par les violents militants du « Pravy Sektor » [44], ni même de la compromettante discussion entre la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton et le ministre des affaires étrangères estonien Urmas Paet à propos de l'identité des snipers du Maïdan [45].

Donate to the Maidan (EuroMaidan) in Ukraine !

ПІДТРИМАЙ ЄВРОМАЙДАН ! SUPPORT EURO MAIDAN !



Official tax receipts will be issued for all donations of \$20 or more

Levée des fonds pour l'Euromaïdan publié sur [le site des Services sociaux ukrainiens canadiens](#) (UCSS)

De son côté, l'Union des étudiants ukrainiens canadiens (SUSK) affiche clairement ses couleurs. Sur son site, on peut lire de nombreux communiqués pro-Euromaïdan. La présidente du SUSK, Christine Czoli, a séjourné à Kiev entre le 16 et le 19 décembre 2013 pour « *apporter son soutien à Euromaïdan* ». « *Ces gens sont de véritables héros et leurs sacrifices et efforts quotidiens sont ce qui maintient Euromaïdan* » a-t-elle déclaré [46]. Son passage a été immortalisé dans une vidéo où on la voit prendre publiquement la parole sur la scène de la place Maïdan et dont la description mentionne « *L'Union des étudiants canadiens ukrainiens (SUSK) soutient activement l'Euromaïdan et l'intégration de l'Ukraine à l'Europe* » [47].

Christine Czoli sur la scène de la place Maïdan

Au Canada, l'aide publique au développement à l'étranger est gérée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Parmi les 20 pays visés par cette aide, un seul est situé en Europe : l'Ukraine. Les nombreux programmes dont bénéficie ce pays sont presque tous reliés à la gouvernance et au renforcement de la démocratie [48].

Cette « exportation » de la démocratie se fait aussi par l'intermédiaire d'autres moyens ne dépendant pas de l'ACDI. C'est le cas du Programme Parlementaire Canada-Ukraine (CUPP).

Créé en 1991 pour souligner le centenaire du début de l'immigration ukrainienne au Canada, le CUPP est un projet dont la finalité est de promouvoir et d'assister le processus de démocratisation en Ukraine. Financé par la communauté ukrainienne et soutenu par Groupe d'amitié parlementaire Canada-Ukraine, le CUPP consiste en un stage sur la démocratie parlementaire et la politique comparée à la Chambre des communes destinés à des jeunes étudiants ukrainiens. Ce stage a lieu chaque année au Parlement du Canada à Ottawa.



Meeting with Senator Raynell Andreychuk.

CANADA-UKRAINE PARLIAMENTARY PROGRAM

[Stagiaires 2013](#) du CUPP

Un des buts recherchés par ce programme est de contribuer à la formation des futurs leaders de l'Ukraine. Effectivement, de nombreux étudiants qui ont suivi cette formation ont obtenu des postes importants : diplomates, professeurs d'université, conseillers de ministres, adjoints de députés du parlement ukrainien, etc. [49].

Le groupe d'amitié Canada-Ukraine, qui est actuellement présidé par le député conservateur Robert Sopuck, compte 13 membres dont les vice-présidents Peter Goldring et la sénatrice Raynell Andreychuk ainsi que les députés James Bezan et Ted Opitz [50]. Pour la petite histoire, c'est Ted Opitz qui a battu Boris Wrzesnewskyj, député libéral sortant ? et artisan de la « révolution » orange ?, aux élections fédérales de 2011 par seulement 26 voix [51]. À signaler qu'aussi bien Opitz que Wrzesnewskyj sont des fervents partisans du CUPP, le second ayant contribué à son financement pendant plusieurs années [52].

L'édition 2013 du CUPP a regroupé 34 étudiants qui ont été pris en charge par 34 membres du Parlement canadien dont plusieurs ministres et anciens ministres. Parmi les députés participants, citons Ted Opitz, James Bezan et Peter Goldring [53].

Le 4 novembre 2009, Peter Goldring fit la déclaration suivante à la Chambre des communes du Canada : « *Monsieur le Président, je tiens à reconnaître 25 jeunes délégués provenant de l'Ukraine qui nous ont visité au cours des huit dernières semaines. Ils sont là, dans les bureaux des députés, pour gagner de précieuses perspectives sur la plus importante institution démocratique du Canada: le Parlement du Canada. Ces jeunes personnes, qui représentent le programme parlementaire Canada-Ukraine, incarnent les idéaux les plus élevés de la réussite et du service à la communauté. Ces jeunes, comme Roman Bits de mon bureau, sont les futurs dirigeants de l'Ukraine. Le Canada et l'Ukraine sont intimement liés pour toujours par l'immigration. Plus d'un Canadien sur trente est d'origine ukrainienne, comme le sont ma femme, mes filles et mes petites-filles* » [54].

Le 12 décembre 2013, soit une semaine après John Baird, Peter Goldring s'est rendu à Kiev. Dès son arrivée, il se rendit à la place Maïdan, mais pas tout seul. Il était accompagné par Andrii Sorokhan, son ancien stagiaire du programme CUPP demeurant à Kiev [55]. Il faut dire que Goldring n'avait pas nécessairement besoin d'un guide car il s'agit d'une place qu'il connaît bien pour avoir foulé son sol lors d'événements historiques. En effet, Goldring était venu donner « un coup de main » à la révolution orange, neuf ans plus tôt, lors de l'annulation du second tour des

élections présidentielles de 2004. Il avait même pris la parole devant une énorme foule, encourageant les activistes à se battre pour leurs droits démocratiques.

Arrivé à la place, il a rencontré d'autres anciens stagiaires du programme CUPP qui étaient impliqués dans l'Euromaïdan. S'agirait-il des collègues d'Ustyna Mykytyuk, stagiaire de la promotion CUPP 2011 [56] qui se présente comme volontaire « *prenant une part active dans le service d'aide médicale de l'Euromaïdan [...], responsable de la coordination des bénévoles et des services de comptabilité* » [57]?

Toujours est-il que Goldring prit la parole sur la scène de la place Maïdan le 13 décembre 2013 et, devant des milliers de personnes, déclara : « *Peuple d'Ukraine, vous êtes citoyens d'un grand pays indépendant avec un avenir fantastique! Un avenir qui sera réalisé s'il n'est pas contrôlé par des influences extérieures. Vous avez beaucoup d'amis à travers le monde qui se tiennent avec vous. À Ottawa. À Edmonton [...]. Nous sommes avec vous pour ce qui est juste, et face à ce qui est mal [...]* ». Les manifestants du Maïdan répondirent par un « *Thank You Canada* », répété à l'unisson à plusieurs reprises [58].

Imitant Harper en 2007, Goldring n'a pas oublié de mentionner « l'influence extérieure » dans son discours. Mais alors comment peut être interprétée la présence d'un député canadien à cet endroit et en ce moment précis? « Amitié » ou « influence extérieure »?

Les deux, peut-être?

Le pèlerinage ukrainien

Être le premier dans tout ce qui concerne l'Ukraine a toujours été le souci majeur de la diplomatie canadienne. Comme ce fut le cas en 1991, il ne fallait pas rater l'occasion de la reconnaissance du gouvernement canadien post-Euromaïdan.

Le 22 mars 2014, Stephen Harper effectua une visite en Ukraine et devint, ainsi, le premier dirigeant d'un pays du G7 à s'y rendre. Cet événement a été rapporté comme tel dans les médias canadiens qui en ont fait leurs gros titres, le qualifiant d'« historique ». Lors de sa déclaration publique aux côtés du nouveau Premier ministre Ukrainien Arseni Iatseniouk, il n'oublia pas de mentionner l'énorme diaspora ukrainienne du Canada : « *Je vous transmets les salutations de tous les Canadiens, y compris, mais certainement pas limité à plus d'un million de Canadiens d'origine ukrainienne. La troisième plus grande population ukrainienne dans le monde entier* ». Et, à propos des récentes manifestations de la place Maïdan: « *Vous avez offert de l'inspiration et un nouveau chapitre dans l'histoire continue de l'humanité de la lutte pour la liberté, la démocratie et la justice* » [59].

Allocution de Stephen Harper à Kiev (22 mars 2014)

Inspirante, l'œuvre du « Pravy Sektor »? Démocratique, un coup d'État contre un président élu?

Vidéo du voyage de Stephen Harper à Kiev (22 mars 2014) publiée sur le site du [Premier ministre du Canada](#) et commentée par 2 membres de la communauté canado-ukrainienne: Paul Grod et [Lisa Shymko](#) (qui l'accompagnaient dans le voyage).

Mais bien que cette visite soit teintée par un souci de primauté, elle n'est que la plus récente d'une longue série de visites officielles de personnalités canadiennes de haut rang à ce pays.

La première personnalité canadienne à se rendre en Ukraine après l'indépendance de ce pays est feu le Gouverneur général du Canada, [Ramon Hnatyshyn](#). Cette visite, qui date de 1992, fut très spéciale dans la mesure où le Gouverneur était d'origine ukrainienne. Il y eut ensuite le Premier ministre Jean Chrétien (1999), la Gouverneure générale Adrienne Clarkson (2005), la Gouverneure générale [Michaëlle Jean](#) (2009) et le Premier ministre Stephen Harper (2010). Du côté ukrainien, deux présidents vinrent au Canada : Leonid Koutchma (1994) et Viktor Iouchtchenko (2008). En ce qui concerne Koutchma, il avait choisi le Canada comme destination de son premier voyage à l'étranger au lieu de la Russie [60].



Visite d'État de la Gouverneure générale Michaëlle Jean en Ukraine (2009)

Ces nombreuses et fréquentes visites montrent que le Canada maintient des liens étroits avec l'Ukraine. C'est ce qui fait dire au journaliste Doug Saunders : « *Ces liens et les votes qu'ils assurent feront en sorte que les dirigeants canadiens continueront à aller à Kiev* » [61].

À propos des sanctions

Le mercredi 26 février 2014, le nouveau gouvernement ukrainien post-Euromaïdan a été présenté à la foule massée sur la place de l'Indépendance, à Kiev. Plusieurs portefeuilles et

postes clés ont été attribués aux militants de « Svoboda », un parti d'extrême-droite ultranationaliste collaborant avec des groupuscules paramilitaires ouvertement fascistes et pro-nazis [62].

Sur demande du président Vladimir Poutine, le Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe) a autorisé, le 1^{er} mars 2014, l'envoi de troupes en Ukraine pour y protéger les citoyens russes. Suite à cela, le Canada a rappelé son ambassadeur à Moscou [63]. Le président russe se ravisa trois jours plus tard : « *En ce qui concerne l'envoi de troupes, ce n'est pas nécessaire pour le moment. Mais cette possibilité existe* » [64].

Le 3 mars 2014, la Chambre des communes canadienne a adopté à l'unanimité une motion qui condamne « fermement » une intervention « provocatrice » de la Russie. Le lendemain, un drapeau ukrainien a été hissé sur la colline parlementaire à Ottawa [65] et les activités militaires avec la Russie ont été suspendues [66].



Le drapeau ukrainien a été hissé le 4 mars 2014 sur la colline du Parlement (Ottawa), à côté de l'édifice Est

Dans le but de condamner l'« invasion militaire de l'Ukraine », Stephen Harper a annoncé, le 7 mars 2014, des sanctions à l'encontre d'« *un certain nombre de personnes responsables de la menace envers l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine* ». De son côté, John Baird a confirmé l'expulsion de neuf soldats russes en entraînement au Canada, « *pour leur faire savoir qu'ils ne sont plus les bienvenus* » [67].

Le 16 mars 2014, la Crimée plébiscite son rattachement à la Russie. Les sanctions canadiennes contre la Russie ne se font pas attendre. Le 17 mars 2014, le Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie est entré en vigueur afin de répondre « *à la gravité de la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie* ». Les 18 et 21 mars 2014 ces Règlements ont été modifiés afin d'inclure des noms additionnels. La liste des personnes sanctionnées est passée de 10 à 32 noms [68]. La liste initiale mentionne sept Russes et trois Ukrainiens. Citons, à titre d'exemple, Sergei Yuryevich Glazyev, le conseiller du Président russe Vladimir Poutine, Dmitry Olegovich Rogozin, vice-premier-ministre de la Fédération de Russie ou Serhiy Valeriyovich Aksyonov, Premier ministre de la république autonome de Crimée [69].

Le 22 mars, Harper s'envole vers Kiev et y fait des déclarations antirusses tonitruantes, ne

cachant pas son désir d'expulser Poutine du G8 et de revenir au G7 : « *Quant à la question de la présence de la Russie au sein du G8, c'est une discussion que nous allons avoir avec nos collègues [du G7]. Je ne pense pas qu'il faut beaucoup d'imagination pour comprendre ce qu'est mon avis, mais je vais certainement écouter ce que nos partenaires du G7 ont à dire avant de parvenir à des décisions définitives* » [70].

En guise de représailles, la Russie a émis des sanctions contre le Canada le 24 mars 2014. Sur la liste des 13 personnes touchées par ces mesures, on trouve des noms reliés à la communauté canado-ukrainienne dont il a été question précédemment : la sénatrice Raynell Andreychuk, les députés Ted Opitz et James Bezan ainsi que le président de l'UCC, Paul Grod.



Harper rencontre les leaders de la communauté canado-ukrainienne (30 janvier 2014)

*De gauche à droite: Hon. Jason Kenney, Eugene Czolij, Ihor Bardyn, **Ted Opitz**, Adriana Buyniak Wilson, Bohdan Onyschuk, Rt. Hon. Stephen Harper, **Paul Grod**, Lisa Shymko, **Sénatrice Raynell Andreychuk**, Orest Steciw, **James Bezan**, Taras Zalusky.*

Ce dernier ironisa sur cette décision sur son compte Twitter : « *Fièrement sanctionné par Poutine. Je ne pourrai pas visiter le nouveau palais de Ianoukovitch en Russie* » [71].



Tweet de Paul Grod à la suite de la sanction russe

Et Harper de prendre sa défense et d'enfoncer le clou avec la Russie: « *Ils ont sanctionné un homme pour la seule raison qu'il est ukrainien. Maintenant, qu'est-ce que cela vous dit sur la*

mentalité de ce gouvernement [russe]? » [72]

Mais Paul Grod n'est-il pas aussi Canadien?



Cliquez sur la photo pour visualiser la déclaration de Stephen Harper à propos de la sanction russe contre Paul Grod

Considérations économiques

Il serait naïf de croire que les considérations de politique intérieure expliquent à elles seules la diplomatie canadienne. Certes, la diaspora canado-ukrainienne est sans aucun doute une des plus influentes et son vote est une denrée très recherchée, mais rien ne vaut une politique qui fait converger les exigences domestiques avec les intérêts économiques. Tout comme énoncé par John Baird, le Canada n'est plus un arbitre mais « *a des intérêts* ».

En septembre 2009, le gouvernement canadien a annoncé l'ouverture de discussions sur un accord de libre-échange avec l'Ukraine. Selon le ministre du commerce international canadien, « *cet accord avec l'Ukraine pourrait favoriser l'ouverture des marchés pour les exportations canadiennes [...]. Ils contribuent également à renforcer l'économie canadienne, à créer de nouveaux emplois et faire baisser les prix pour les consommateurs canadiens* ». En 2008, les exportations de marchandises canadiennes vers l'Ukraine ont totalisé 229,7 millions de \$, une augmentation de 80% par rapport à l'année précédente et 400% comparativement à 2004 [73]. Notons que ces dates correspondent à la période post-« révolution » orange.

Après plusieurs rondes de négociations, l'accord de libre échange n'a pas encore abouti. C'est pour cette raison que lors de sa récente visite à Kiev (22 mars 2014), Harper n'a pas oublié, entre deux flèches contre la Russie, d'annoncer la reprise des discussions sur cet accord [74].

Mais au-delà des relations bilatérales qui enchantent la diaspora ukrainienne au Canada, l'enjeu énergétique est beaucoup plus lucratif. En effet, l'Union européenne (UE) et ses États membres importent 30% du gaz qu'ils consomment de la Russie [75]. La dépendance au gaz russe varie de 15% pour la France, 60% pour l'Ukraine et 100% pour les pays baltes [76]. L'Ukraine est d'une grande importance géostratégique dans la mesure où 60 % du gaz russe destiné à l'Europe transite par ce pays [77].

La confrontation Occident-Russie à l'aune du conflit ukrainien peut donc priver l'Europe d'une grande partie du gaz qu'elle consomme si la Russie venait à fermer les vannes alimentant l'Ukraine en cas de pourrissement de la situation. D'ailleurs, et pour d'autres raisons, c'est ce qui s'est passé en 2006 et 2009, lorsque la compagnie étatique russe Gazprom a arrêté toutes ses exportations via ce pays. Notons, encore une fois, que ces dates correspondent aussi à la période post-« révolution » orange.

Le président Obama, voyant dans le conflit ukrainien une occasion inespérée d'écouler ses stocks de gaz de schiste et, du même coup, de réduire les exportations russes de gaz vers l'UE, n'a pas hésité à offrir ses services. À l'issue d'un sommet avec les responsables de l'UE en date du 26 mars 2014, il expliqua que : « *la question de l'énergie est centrale. L'Europe doit trouver comment diversifier ses approvisionnements. Les États-Unis, eux, ont la chance d'être richement dotés. Accélérer le mouvement serait bon pour l'UE et bon pour l'Amérique. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais c'est maintenant qu'il faut agir, dans l'urgence* » [78].

Mais comme le Canada est le troisième plus grand producteur de gaz naturel au monde après la

Russie et les États-Unis [79], il a, lui aussi, son mot à dire sur l'approvisionnement des Européens en hydrocarbures.

C'est l'avis de Stephen Harper qui estime que le Canada pourrait profiter de la situation ukrainienne pour vendre aux Européens un accès au pétrole et au gaz naturel de l'Ouest canadien [80].

John Baird, quant à lui, a estimé « *que la crise en Ukraine avait accentué l'importance d'acheminer le pétrole et le gaz naturel canadiens sur les marchés internationaux* ». Il a ajouté que « *la récente annexion de la Crimée par Moscou mettait de la pression sur le Canada pour accélérer la construction d'infrastructures qui lui permettraient d'augmenter ses exportations* ». Il a ensuite énoncé sa stratégie de « marketing » en rappelant que « *la crise en Europe orientale, qui jette une ombre sur toute l'Europe, nous rappelle que le Canada est l'un des seuls pays disposant d'importantes réserves de pétrole qui soit à la fois une économie ouverte basée sur la primauté du droit et une démocratie stable et libérale* » [81].



Cliquez sur la photo pour visualiser la déclaration de John Baird

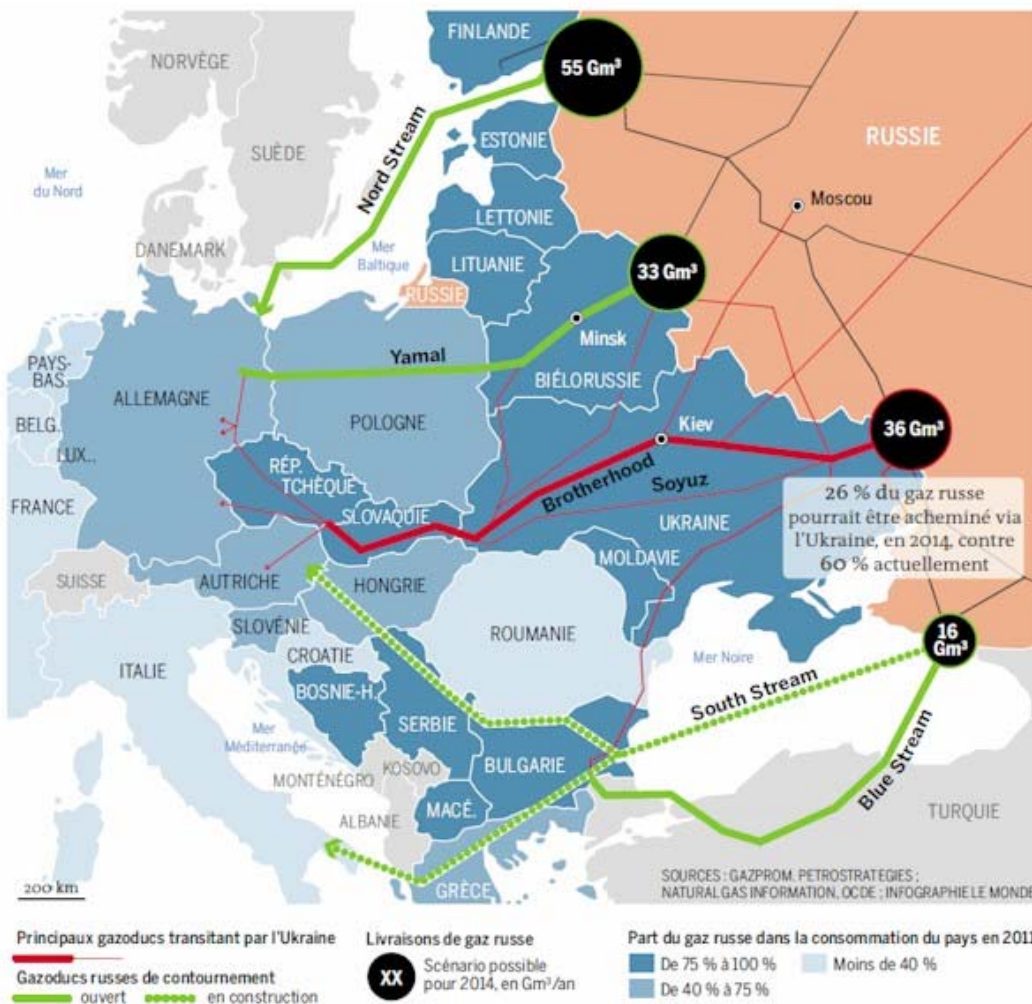
Il est amusant de remarquer que moins de 24 heures séparent les déclarations d'Obama, de Harper et de Baird.

Dans un article publié trois semaines avant ces propos, le journaliste québécois Pierre Dubuc expliquait que « *les intérêts pétroliers de l'Alberta, frénétiquement à la recherche de nouveaux marchés, et le gouvernement Harper font le même calcul [que les États-Unis]. Approvisionner l'Europe en pétrole, et la rendre dépendante de l'Amérique du Nord pour son énergie, lui permettrait de prendre des positions plus agressives, voire bellicistes, à l'égard de la Russie. [...] Pour rejoindre les marchés européens, le pétrole de l'ouest canadien devra nécessairement transiter par le Québec. Le projet d'oléoduc de Trans-Canada Pipelines qui doit rejoindre le port de St-John au Nouveau-Brunswick est taillé sur mesure pour remplir ce rôle* » [82].

Et Dubuc d'en conclure : « *La politique ukrainienne du gouvernement Harper n'est pas une politique d'appui au peuple ukrainien, mais une politique d'appui à des groupes néo-fascistes, une politique dictée par les intérêts pétroliers de l'ouest canadien* ».

Ainsi, aussi bien les États-Unis que le Canada ont tout intérêt à provoquer la Russie afin que la situation en Ukraine s'aggrave pour i) rejeter l'odieux sur les Russes, ii) convaincre les Européens de s'affranchir du gaz russe et iii) créer une zone transatlantique d'exportation de l'énergie vers l'UE.

Cependant, la Russie ayant certainement compris le danger de faire passer autant de gaz à travers un pays aussi instable et aussi « noyauté » que l'Ukraine, a entrepris des travaux colossaux de contournement de ce pays. Comme l'explique si bien Pierre Terzian, la quantité de gaz transitant par l'Ukraine pourrait passer de 60 à 26% grâce à des gazoducs comme le « South Stream » qui sera pleinement opérationnel en 2019, ce qui amputera Kiev d'énormes revenus et de rabais juteux sur le prix du gaz consentis par Gazprom pour ce pays [83].



Exportation du gaz russe vers l'UE (Source [Le Monde](#))

Ainsi, si l'importance de l'Ukraine dans le dossier énergétique diminue, il faut trouver d'autres moyens pour réduire la dépendance de l'UE au gaz russe. Et pour cela, rien ne vaut le « Russia-Bashing » : la Russie poutinienne est autocratique, corrompue, homophobe, irrespectueuse des droits et libertés, un nouveau Ille Reich, quoi. Sans oublier l'asile octroyé à « l'espion » Edward Snowden, le traitement « inhumain » infligé aux « gentilles » Pussy Riot, la répression brutale à l'encontre des militants de Greenpeace, etc. Bref, tout le menu que nous servent les médias occidentaux « mainstream », et cela bien avant la crise ukrainienne. La campagne anti-poutine et antirusse qui a accompagné les Jeux olympiques de Sochi en est une preuve évidente [84]. Dans cette optique, le récent rattachement de la Crimée à la Russie représente une source idéale de dénigrement. Elle permet d'ajouter d'autres qualificatifs à la Russie poutinienne comme expansionniste, annexionniste, néo-impérialiste, qualificatifs qui ont pour effet d'attiser la peur des pays ou des régions limitrophes de la Russie. Car, qu'on se le dise, il n'est pas question pour l'Occident de ramener la Crimée sous le giron de l'Ukraine. Chacun sait que cette région est russe et va le rester pendant très longtemps. Non, l'idée c'est de faire de la Russie un adversaire, un rival, voire un opposant. D'ailleurs, du point de vue occidental, ne l'est-elle pas déjà dans le conflit Syrien?

La tâche du Canada et des États-Unis est de convaincre l'UE que sa sécurité énergétique ne peut être assurée que par ses alliés Nord-américains et non par les Russes.

On comprend alors pourquoi Harper a fait de l'exclusion de la Russie du G8 son cheval de bataille. « *Je pense que nous devrions pas nous duper. C'est le G7 plus un* », a-t-il déjà déclaré [85]. C'est probablement aussi ce qui explique le langage « musclé » et irrévérencieux des Nord-Américains contre la Russie, comparativement à celui, plus réservé, des Européens.



En conclusion, force est d'admettre que le Canada est un acteur majeur dans le conflit ukrainien, au même titre que la Russie, l'UE ou les États-Unis, bien que son rôle ne soit pas mis de l'avant dans les médias. D'autre part, le Canada possède des relations privilégiées avec l'Ukraine. Ces relations trouvent leur terreau dans une diaspora canado-ukrainienne très influente, forte de plus de 1,2 million de personnes et installée depuis plus d'un siècle au Canada. Depuis l'indépendance de l'Ukraine, ces liens se sont considérablement raffermis comme en témoignent les nombreuses visites officielles entre les deux pays. De son côté, le Canada a participé activement à la « révolution » orange et à l'Euromaïdan dans le but d'influencer la politique ukrainienne. À l'instar de certains organismes américains (comme l'USAID, la NED, etc.), le Canada promeut et finance des programmes d'« exportation » de la démocratie spécialement destinés à l'Ukraine dans le but de former des leaders ukrainiens ayant une vision pro-occidentale, voire pro-canadienne. Pour le Canada, l'Ukraine est intéressante à plusieurs titres. Primo, sa diaspora représente un électorat non négligeable qui, dans sa majorité, épouse la politique canadienne à l'égard de l'Ukraine. Secundo, ce pays représente un marché de 45 millions de personnes pour les exportations canadiennes. Tertio, dans le conflit qui l'oppose à la Russie, ce pays peut servir d'épouvantail susceptible d'ouvrir de nouveaux marchés de l'énergie permettant au Canada d'exporter son pétrole et son gaz vers l'UE en remplacement des approvisionnements russes.

Mais que pensent de tout cela les Ukrainiens qui ont décidé de vivre paisiblement dans leur pays, en bon voisinage avec les peuples limitrophes et loin des extrémismes politiques et des intérêts géostratégiques étrangers?

Malheureusement, personne ne leur a demandé leur avis.

Ahmed Bensaada

Références

1. Policy Magazine, « *Conversation With John Baird : "We promote Canadian values"* », Vol.2, n°1, Janvier-Février 2014, p.4, <http://policymagazine.ca/pdf/5/PolicyMagazineJanuary-February2014.pdf>
2. [Euromaidan News](http://euromaidannews.com), « *EuroMaidan Chronicle in English for Thursday December 5th 2013 (Day #15)* », 6 décembre 2013, <http://euromaidannews.com/2013/12/06/1011>
3. The Canadian Press, « *John Baird Meets New Ukrainian Prime Minister Arseny Yatseniuk* », Huffington Post, 28 février 2014, http://www.huffingtonpost.ca/2014/02/28/john-baird-ukraine-prime-minister_n_4873011.html
4. Ahmed Bensaada, « *Ukraine: autopsie d'un coup d'état* », Ahmedbensaada.com, 3 mars 2014, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=257:ukraine-autopsie-dun-coup-detat&catid=48:orientoccident&Itemid=120
5. Policy Magazine, Vol.2, n°1, Janvier-Février 2014, p.2, <http://policymagazine.ca/pdf/5/PolicyMagazineJanuary-February2014.pdf>
6. Laura Stone, « *Lunch with John Baird: not out for validation from 'elites' and why he's scared of Iran* », Global News 20 décembre 2013, <http://globalnews.ca/news/1043271/lunch-with-john-baird-not-out-for-vindication-from-elites-his-leadership-ambitions-and-why-hes-scared-of-iran/>
7. Yaroslav Baran, « *Canada's Place at Ukraine's Euromaidan* », Policy Magazine, Vol.2, n°1, Janvier-Février 2014, p.24, <http://policymagazine.ca/pdf/5/PolicyMagazineJanuary-February2014.pdf>
8. The Ukrainian Weekly, « *For the record: WCFU appeals to President Bush, PM Mulroney* », 1^{er} septembre 1991, No. 35, Vol. LIX, <http://www.ukrweekly.com/old/archive/1991/359107.shtml>
9. George Bush: « *The President's News Conference With Prime Minister Mulroney of Canada in Kennebunkport, Maine* », 26 août 1991, Online by Gerhard Peters and John T. Woolley, The American Presidency Project. University of California, Santa Barbara, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=19928>
10. Kathryn Blaze Carlson, « *Ukrainian-Canadians have a strong voice in Ottawa* », The Globe and Mail, 1er février 2014, <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ukrainian-canadians-have-a-strong-voice-in-ottawa/article16647646/>
11. National Post, « *When Ukraine became free* », 26 avril 2007, <http://www.canada.com/nationalpost/news/issuesideas/story.html?id=3395982e-3709-446a-bfac-3d24b6291b1c>
12. Haran, Olexiy. « *Disintegration of the Soviet Union and the U.S. Position on the Independence of Ukraine* », Discussion Paper 95-09, Center for Science and International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, August 1995, <http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication>

[/2933/disintegration_of_the_soviet_union_and_the_us_position_on_the_independence_of_ukraine.html](#)

13. Bureau du Premier Ministre du Canada, « *Le Premier ministre Harper félicite l'ancien Premier ministre Brian Mulroney, lauréat d'un prix remis à l'occasion d'un dîner ukrainien* », 18 avril 2007, <http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2007/04/18/premier-ministre-harper-felicite-lancien-premier-ministre-brian-mulroney-0>
14. Voir référence 4.
15. Ian Traynor, « *US campaign behind the turmoil in Kiev* », The Guardian, 26 novembre 2004, <http://www.theguardian.com/world/2004/nov/26/ukraine.usa>
16. [Mark MacKinnon](#), « *Agent orange: Our secret role in Ukraine* », The Globe and Mail, 14 avril 2007, <http://www.theglobeandmail.com/incoming/agent-orange-our-secret-role-in-ukraine/article1354140/?page=all>
17. Canadian International Development Agency (CIDA), « *Final Report of the Canadian Observers Mission to Ukraine* », Mai 2005, <http://archive.is/Afrxk#selection-579.0-579.57>
18. *Ibid.*
19. Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), « *Le RCD participe à une mission d'études au Canada* », 22 décembre 2013, http://www.rcd-algerie.org/details_article.php?Rid=167&Aid=1655&titre=Le%20RCD%20participe%20%E0%20une%20mission%20d%92%E9tudes%20au%20Canada
20. Voir référence 16.
21. Official Website of the President of Ukraine, « *Kateryna Yushchenko* », <http://archive.is/qNGvu#selection-573.1-573.20>
22. The Kyiv Post, « *Yushchenko's wife receives Ukrainian citizenship* », 1^{er} avril 2005, <http://www.kyivpost.com/content/business/yushchenkos-wife-receives-ukrainian-citizenship-22542.html>
23. Bureau du Gouverneur général du Canada, « *Her Excellency the Right Honourable Adrienne Clarkson "The best of Canada: Whether patrolling the dusty streets of Kabul or saving the life of a school-bus driver in rural Ontario, Canadians always rise to the challenge"* », 5 février 2005, <http://archive.gg.ca/media/doc.asp?lang=e&DocID=4379>
24. Liberal, « *Liberal parliamentarians meet with Yaroslav Davydovych* », 20 novembre 2009, <https://www.liberal.ca/press-release/liberal-parliamentarians-meet-with-yaroslav-davydovych/>
25. Justin Raimondo, « *The Orange Revolution, Peeled* », Antiwar, 8 février 2010, <http://original.antiwar.com/justin/2010/02/07/the-orange-revolution-peeled/>
26. I24NEWS, « *Ukraine: 15.000 manifestants rassemblés pour honorer la mémoire d'un nationaliste* », 2 janvier 2014, <http://www.i24news.tv/fr/actu/international/europe/140102-ukraine-15-000-manifestants-rassemble-pour-honorer-la-memoire-d-un-nationaliste>
27. [Doug Saunders](#), « *Politicians keep going, but Canadian business gives up on Ukraine* », The Globe and Mail, 26 octobre 2010, <http://www.theglobeandmail.com/news/world/politicians-keep-going-but-canadian-business-gives-up-on-ukraine/article4190655/>
28. [Statistics Canada](#), « *2011 National Household Survey: Data tables* », <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-eng.cfm?TABID=2&LANG=E&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=1118296&GK=0&GRP=0&PID=105396&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL>
29. Liliane Charrier, « *Ukraine : le Canada au cœur de la révolte* », TV5, 23 mars 2014, <http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Ukraine-2014/p-27795-Ukraine-le-Canada-au-coeur-de-la-revolte.htm>
30. Wikipedia, « *List of Ukrainian Canadians* », http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Ukrainian_Canadians
31. Frances A. Swyripa, « *Canadiens d'origine ukrainienne* », The Canadian encyclopedia, 4 avril 2012, <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/ukrainian-canadians/>
32. *Ibid.*
33. Marina Shevchuk, « *Ukrainian Canadian population is on the rise* », Ukrainien Vancouver, 14 mars 2014, <http://ukrainianvancouver.com/eng/?p=706>
34. [Kathryn Blaze Carlson](#), « *Ukrainian-Canadians have a strong voice in Ottawa* », The Globe and Mail, 1^{er} février 2014, <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ukrainian-canadians-have-a-strong-voice-in-ottawa/article16647646/>
35. [Kathryn Blaze Carlson](#), « *Canada makes strong commitment to Ukraine* », The Globe and Mail, 28 février 2014, <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-supports-ukraines-territorial-integrity-in-face-of-russian-aggression/article17165279/>
36. Wikipedia, « *Ukrainian Canadian* », http://en.wikipedia.org/wiki/Ukrainian_Canadian

37. Ukrainian Canadian Congress, « *Who We Are* », <http://www.ucc.ca/about-ucc/who-we-are/>
38. Québec-Ukraine, « *Adrienne Clarkson honore les Ukrainiens Canadiens* », 31 août 2005, http://www.quebec-ukraine.com/news/news_05_08_fr.html
39. Voir référence 16.
40. Ukrainian Canadian Congress, « *Paul Grod Named Among Top 80 Influencing Canadian Foreign Policy* », 11 mars 2013, <http://www.ucc.ca/2013/03/11/paul-grod-named-among-top-80-influencing-canadian-foreign-policy/>
41. [Associated Press](#) and [Canadian Press](#), « *Russia slaps entry ban on 13 Canadian lawmakers, officials in retaliation for Ukraine sanctions* », National Post, 24 mars 2014, <http://news.nationalpost.com/2014/03/24/russia-slaps-entry-ban-on-13-canadian-lawmakers-officials-in-retaliation-for-ukraine-sanctions/>
42. Ukrainian Canadian Congress, « *Euromaidan* », <http://www.ucc.ca/euromaidan/>
43. Ukrainian Canadian Social Services, « *Donate to the Maidan (EuroMaidan) in Ukraine!* », <http://www.ucss.info/>
44. Voir référence 4.
45. [Ewen MacAskill](#), « *Ukraine crisis: bugged call reveals conspiracy theory about Kiev snipers* », The Guardian, 5 mars 2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/mar/05/ukraine-bugged-call-catherine-ashton-urmas-paet>
46. Union des étudiants ukrainiens canadiens, « *Euromaidan – The SUSK Perspective* », <http://susk.ca/2013/12/21/euromaidan-the-susk-perspective/>
47. [SUSKNational](#), « *Euromaidan: The SUSK Perspective* », Youtube, 21 décembre 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=1MhGLNDfg6I>
48. Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, « *Ukraine – Projets de développement international* », <http://www.acdi-cida.gc.ca/cidaweb/cpo.nsf/fWebCSAZFr?ReadForm&idx=00&CC=UA#countryonly>
49. Revue parlementaire canadienne, « *Le Programme parlementaire Canada-Ukraine* », Vol 27, no 4, 2004, <http://www.revparl.ca/francais/issue.asp?param=163&art=1122>
50. Ukrainian Echo, « *UCC congratulates new chairman of Canada-Ukraine parliamentary friendship group Robert Sopuck* », 11 juillet 2011, <http://www.homin.ca/news.php/news/8684/group/23>
51. [CBC News](#), « *Judicial recounts expected in 2 ridings* », 3 mai 2011, <http://www.cbc.ca/news/politics/judicial-recounts-expected-in-2-ridings-1.995834>
52. ePoshta, « *About Ukrainian excessive individualism. How to overcome it?* », 30 mai 2011, http://www.eposhta.com/newsmagazine/ePOSHTA_110530_CanadaUS.html#ed31
53. Ukrainian Echo, « *Ukraine's students return to parliament* », 13 novembre 2013, <http://www.homin.ca/news.php/news/12716/group/23>
54. Parlement du Canada, « *Canada-Ukraine Parliamentary Program* », Débats de la Chambre des communes, Déclaration de [Mr. Peter Goldring](#), 4 novembre 2009, <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=4208430&Language=E&Mode=1&Parl=40&Ses=2>
55. CUPP Newsletter, « *2013 CUPP Interns* », Automne 2013, n°1, <http://www.katedra.org/LinkClick.aspx?fileticket=sQCz1y9tD4E%3D&tabid=74>
56. CUPP 2011 Newsletter, « *CUPP Interns* », Automne 2011, n°2, <http://www.katedra.org/LinkClick.aspx?fileticket=5bxxFhNzoFM%3D&tabid=74>
57. LinkedIn, « *Ustyna Mykytyuk* », <http://ua.linkedin.com/pub/ustyna-mykytyuk/47/566/a03>
58. Peter Goldring, « *Ukraine's Euromaidan 2013* », Euromaidan 2013, n°175, décembre 2013, <http://petergoldring.com/media/1220-PeterGoldring-Brochure.pdf>
59. [Steven Chase](#), « *Globe in Kiev: Harper signals he wants Russia out of G8 during trip to Kiev* », The Globe and Mail, 22 mars 2014, <http://www.theglobeandmail.com/news/world/harper-arrives-in-kiev-as-first-g7-leader-to-stand-beside-new-regime-in-ukraine/article17626425/>
60. Internet Encyclopedia of Ukraine, « *Kuchma, Leonid* », <http://www.encyclopediaofukraine.com/display.asp?linkpath=pages%5CK%5CU%5CKuchmaLeonid.htm>
61. Voir référence 27.
62. Voir référence 4.
63. Jacques N. Godbout, « *Le Canada suspend sa participation au G8 de Sotchi et rappelle son ambassadeur à Moscou* », 45^eNord, 1^{er} mars 2014, <http://www.45enord.ca/2014/03/canada-suspend-participation-g8-sotchi-rappelle-ambassadeur-moscou-stephen-harper-john-baird/>
64. Le soir, « *Poutine: l'envoi de troupes russes en Ukraine "pas nécessaire pour le moment"* », 4 mars 2014, <http://www.lesoir.be/484605/article/actualite/fil-info/fil-info-monde/2014-03-04/poutine-l-envoi-troupes-russes-en-ukraine-pas-necessaire-pour-moment>
65. Radio-Canada, « *Une manifestation a eu lieu devant l'ambassade de Russie à Ottawa* », 4 mars 2014, <http://ici.radio-canada.ca/regions/ottawa/2014/03/04/005-ottawa-manifestation->

[ukraine-ambassade-russie.shtml](#)

66. Jean-François Bélanger, « *Le Canada suspend ses relations militaires avec la Russie* », Radio-Canada, 4 mars 2014, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/03/04/011-canada-suspend-activites-militaires-avec-la-russie.shtml>
67. Peter Rakobowchuk, « *Le Canada s'apprête à imposer des sanctions économiques à la Russie* », La Presse, 7 mars 2014, <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/ukraine/201403/07/01-4745566-le-canada-sapprete-a-imposer-des-sanctions-economiques-a-la-russie.php>
68. Gouvernement du Canada, Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, « *Sanctions Économiques actuelles : Russie* », <http://www.international.gc.ca/sanctions/russia-russie.aspx?lang=fra>
69. Bureau du Premier ministre du Canada, « *Liste des sanctions* », 17 mars 2014, <http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2014/03/17/liste-de-sanctions>
70. Mary Chastain, « *Canada's Stephen Harper Visits Ukraine, Wants Russia Out of G8* », Breitbart, 22 mars 2014, <http://www.breitbart.com/Big-Peace/2014/03/22/Canada-PM-Harper-Visits-Ukraine-Wants-Russia-Out-of-G8>
71. Voir référence 41.
72. Sonja Puzic, « *Canada 'united' with G7 on sending message to Russia: Harper* », CTVNews, 25 mars 2014, <http://www.ctvnews.ca/world/canada-united-with-g7-on-sending-message-to-russia-harper-1.1744673>
73. Gouvernement du Canada, « *Minister Day Announces Free Trade Talks with Ukraine* », 22 septembre 2009, <http://news.gc.ca/web/article-en.do?m=/index&nid=484269>
74. Voir référence 59.
75. Philippe Bernard et Jean-Michel Bezat, « *Ukraine : le gaz russe, arme à double tranchant* », Le Monde, 8 mars 2014, http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/08/ukraine-le-gaz-russe-arme-a-double-tranchant_4379867_3214.html
76. [Anna Villechenon](#), « *Le gaz russe, enjeu crucial pour l'Ukraine et l'Union européenne* », Le Monde, 3 mars 2014, http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/03/le-gaz-russe-enjeu-crucial-pour-l-ukraine-et-l-union-europeenne_4376476_3214.html
77. *Ibid.*
78. [Jean-Jacques Mevel](#), « *Obama prêt à livrer du gaz à l'UE pour casser l'emprise russe* », Le Figaro, 26 mars 2014, <http://www.lefigaro.fr/international/2014/03/26/01003-20140326ARTFIG00307-obama-pret-a-livrer-du-gaz-a-l-ue-pour-casser-l-emprise-russe.php>
79. Office national de l'énergie, « *Le gaz naturel au Canada : une nouvelle donne* », mars 2010, <http://www.one-neb.gc.ca/clf-nsi/rnrgynfmetn/nrgyrprt/ntrlgs/ntrlgsdlvrbly20102012/fctsh1007-fra.html>
80. Stéphane Parent, « *Profiter de la crise ukrainienne pour vendre à l'Europe le pétrole de l'Ouest canadien* », RCI Net, 28 mars 2014, <http://www.rcinet.ca/fr/2014/03/28/profiter-de-la-crise-ukrainienne-pour-vendre-a-leurope-le-petrole-de-louest-canadien/>
81. La Presse canadienne, « *Baird: la crise en Ukraine montre la nécessité d'exporter le pétrole canadien* », Le Devoir, 27 mars 2014, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/403862/baird-la-crise-en-ukraine-montre-la-necessite-d-exporter-le-petrole-canadien>
82. Pierre Dubuc, « *Ukraine : la politique étrangère pétrolière de Stephen Harper* », L'Aut'Journal, 5 mars 2014, <http://www.lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=5178>
83. Pierre Terzian, « *La crise énergétique ukrainienne* », Le Monde, 31 mars 2014, http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/03/31/la-crise-energetique-ukrainienne_4392491_3232.html
84. [Jérôme Blanchet-Gravel](#), « *Réflexions sur Sochi et le "Russie bashing"* », Le Huffington Post, 14 février 2014, http://quebec.huffingtonpost.ca/jerome-blanchet-gravel/sotchi-russie-bashing_b_4767731.html
85. Voir référence 70.

Copyright © 2014 Global Research